

Les ministres des finances, les gouverneurs des Banques centrales et les présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis le vendredi 3 octobre 2014 à Paris, sous la présidence de M. Michel Sapin, Ministre des Finances et des Comptes Publics de la République française.

En amont des assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI, à Washington du 10 au 12 octobre, les participants ont échangé sur les principaux enjeux économiques et monétaires mondiaux et bilatéraux, afin de porter des messages communs. Ils ont notamment appelé, face à la faiblesse et au caractère inégal de la reprise économique, à faire davantage pour la croissance en soutenant la demande tout en approfondissant les réformes structurelles. Ils ont souligné la nécessité dans le cadre de la conférence sur le climat dite « COP21 » de parvenir à un nouvel accord ambitieux et universel dès 2020. Ils ont par ailleurs appelé les pays qui n'ont pas encore ratifié la réforme de 2010 de la gouvernance du FMI à le faire rapidement.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont également affirmé leur solidarité vis-à-vis des pays touchés par l'épidémie de la fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest, en particulier la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et le Nigéria. Dans ce contexte, ils ont salué la mobilisation de la communauté internationale pour faire face à l'épidémie et ont encouragé l'ensemble des parties concernées à poursuivre leurs efforts de vigilance et de prévention.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont également échangé sur la situation économique des pays africains membres de la Zone franc. Ils se sont félicités de l'orientation globalement favorable de l'activité économique au cours de l'année 2013 dans la plupart des pays de la Zone franc, malgré une conjoncture internationale atone. En effet, la croissance est restée élevée dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), à 5,7%, soutenue par l'accroissement des investissements et les bons résultats agricoles dans la plupart des Etats membres. L'activité dans la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) a connu une décélération, avec un taux de croissance de 1,4% contre 5,8% en 2012, en raison de la contraction enregistrée par le secteur pétrolier et de la moindre progression du secteur non pétrolier. Aux Comores, la croissance économique s'est établie à 3,5%, soutenue par la demande intérieure. Les participants ont relevé des perspectives favorables pour l'année 2014 avec une accélération de l'activité dans l'ensemble de la Zone franc qui pourrait atteindre 7,2% dans l'UEMOA, 5,4% dans la CEMAC et 3,9% aux Comores.

Les ministres, les gouverneurs et les présidents des institutions régionales ont réitéré leur engagement à accroître leurs efforts pour maintenir la croissance et améliorer la convergence des politiques macro-économiques, en portant une attention particulière à la gestion et à la soutenabilité des finances publiques.

Ils ont salué les travaux engagés par les Commissions pour améliorer les dispositifs de surveillance multilatérale et ont invité ces dernières à présenter à l'occasion de la prochaine réunion des ministres des finances, au printemps prochain, l'état d'avancement de leurs travaux respectifs.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont également échangé sur l'amélioration des systèmes d'informations financières des Etats (SIFE) en Zone franc. Ils ont salué la qualité de l'étude produite par la Commission de la CEMAC. Ils ont pris acte de ses recommandations qui offrent des éléments de réponse concrets à l'impératif d'amélioration de la bonne gestion des finances publiques.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont exprimé leur soutien affirmé à la République centrafricaine. Ils ont salué la mobilisation de la communauté internationale et des organisations régionales africaines pour rétablir la sécurité et aider les autorités de transition à reconstruire l'économie et à financer les services publics et sociaux de base.

Les participants se sont félicités des perspectives économiques globalement favorables au Mali dix-huit mois après le déclenchement des opérations militaires de stabilisation.

Les ministres, gouverneurs et présidents des institutions régionales ont chaleureusement remercié les autorités françaises pour l'organisation de cette réunion de la Zone franc et pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités maliennes à tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Bamako le 10 avril 2015.